

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Orléans, le 12/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20240018
Code AIOT : 0010000017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté Route de Savigny en Septaine 18390 Moulins-sur-Yèvre. L'inspection a été annoncée le 13/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites des inspections du 30/05/2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Route de Savigny en Septaine 18390 Moulins-sur-Yèvre
- Code AIOT : 0010000017
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides et de produits phytosanitaires sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2004.1.1067 du 13 septembre 2004, complété par l'arrêté préfectoral n°2006.1.1039 du 4 août 2006 relatif aux mesures de réduction du risque mises en place au niveau des silos, par l'arrêté préfectoral n°2007.1.432 du 16 mai 2007 et par l'arrêté préfectoral n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 29 janvier 2018.

Les activités classées à autorisation, au titre de la nomenclature des installations classées, concernent notamment :

- stockage de produits dangereux pour l'environnement (rubriques 4510 et 4511) ;
- stockage d'engrais solides (rubrique 4702) ;
- stockage de céréales (rubrique 2160).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesures correctives adoptées pour répondre aux dispositions de l'APMD du 22/12/2021 ;
- mesures adoptées pour répondre aux évolutions introduites par l'art. I.1 de l'AM du 24/09/2020 ;
- pérennité des mesures correctives adoptées en réponse aux constats du 30/05/2023 ;
- point sur les ressources en eau disponibles sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pt6_VI_30/05/2023_Silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 3.14	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Stockage de semences conditionnées - Usine de semences	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 12 de l'annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Pt7_VI_30/05/2023	Code de l'environnement du 30/11/2022, article L. 512-8 et R. 181-46.II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Pt4_VI_30/05/2023_Gestion des anomalies	Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Pt8_VI_30/05/2023_Etat des sols	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Pt9_VI_30/05/2023_Silos	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Pt8_VI_30/05/2023_Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Pt10_VI_30/05/2023_Liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pt6_VI_30/05/2023_Silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 30 mai 2023 :</u></p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures correctives nécessaires à la levée de l'ensemble des observations émises par la société DEKRA Industrial dans le cadre de la vérification du 27 février au 3 mars 2023 des installations électriques de son site de Moulins-sur-Yèvre.</p> <p>Outre cet aspect, l'organisme de contrôle DEKRA fait mention de 9 points relatifs à la limite de sa vérification. Dans ce contexte, il n'est pas en capacité d'attester de la conformité des installations électriques et du matériel utilisé vis-à-vis des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.</p> <p>Par courrier du 24 juillet 2023, l'exploitant a indiqué :</p> <p><i>« En effet, les rapports contiennent des limites de vérification et des constats qui n'étaient pas levés au moment de l'inspection.</i></p> <p><i>Afin de lever ces constats et de produire un rapport sans limite de vérification, nous devons couper l'alimentation électrique générale du site.</i></p>

Il était prévu une intervention d'ENEDIS le 25 mars 2023 pour réaliser cette opération. Or, ENEDIS a annulé cette intervention, Cf le mail joint.

L'intervention est reportée au 9 septembre 2023, et sera conjointe à celle de DEKRA, afin de produire des rapports de vérification sans limite. Ces rapports vous seront communiqués à partir de mi-septembre. »

Pour mémoire, le rapport du 13 mars 2023 de la société DEKRA Industrial, référencé 039616792301R003, relatif à la vérification, au titre du Code du travail, des silos n°8, 9 et 10 durant la période du 27 février au 3 mars 2023 fait état de 10 observations, dont 8 récurrentes. 6 de ces observations, dont 5 récurrentes, concernent la protection des personnes ou des biens.

Le 30 mai 2023, l'exploitant a déclaré qu'aucune mesure corrective n'avait été mise en œuvre pour lever ces observations. **Dans son courrier du 24 juillet 2023, il n'apporte pas d'élément de réponse aux 6 observations susvisées, dont 5 perdurent depuis plus d'une année, sans nécessiter d'isolement électrique du site pour être levées.**

Par courrier du 7 septembre 2023, l'inspection a pris note de l'engagement de l'exploitant de réaliser une coupure générale de l'alimentation électrique de son site en date du 9 septembre, et de transmettre de nouveaux rapports purgés de toute limite du champ des contrôles réglementaires, avant le 26 septembre 2023.

Par courriel du 27 novembre 2023, l'exploitant a communiqué :

- le rapport DEKRA n° 039616792301R002(M03) relatif à la vérification des installations électriques des silos 11, 12 et 13, séchoir et du bungalow CER 1, réalisée du 27 février au 4 octobre 2023, ainsi que le certificat Q18 du 23 novembre 2023 associé à cette vérification ;
- le rapport DEKRA n° 039616792301R003(M03) relatif à la vérification des installations électriques des silos 8, 9 et 10, séchoir, du poste de chargement trains et des bungalows CER 1 et CER 2, réalisée du 27 février au 4 octobre 2023, ainsi que le certificat Q18 du 23 novembre 2023 associé à cette vérification ;
- le rapport DEKRA n° 039616792301R004(M03) relatif à la vérification des installations électriques des silos plats (hangars 23 et 24 et du bungalow CER 3, réalisée du 27 février au 4 octobre 2023, ainsi que le certificat Q18 du 23 novembre 2023 associé à cette vérification ;
- le rapport DEKRA n° 039616792301R005(M03) relatif à la vérification des installations électriques du bâtiment APP1 (engrais), réalisée du 27 février au 4 octobre 2023, ainsi que le certificat Q18 du 23 novembre 2023 associé à cette vérification.

Ces rapports ne font plus état de limite du champ des contrôles réglementaires. Ils font état respectivement de 3 observations, dont 2 récurrentes avec un risque d'incendie et/ou d'explosion, 10 observations, dont 8 récurrentes avec un risque d'incendie et/ou d'explosion, 7 observations, dont 3 récurrentes sans risque d'incendie et/ou d'explosion et 3 observations, dont 1 récurrente avec un risque d'incendie et/ou d'explosion.

L'exploitant a également transmis le suivi formalisé des actions correctives mises en œuvre le 25 octobre 2023 pour lever ces observations. Selon ce suivi, les observations relatives aux risques d'incendie et/ou d'explosion sont toutes levées.

Dans ce contexte, l'écart associé au point de contrôle n°6 de l'inspection du 30 mai 2023 est soldé.

Pour autant, l'exploitant ne détient pas un dossier, tenu à la disposition de l'inspection, comportant les éléments relatifs à la fabrication et à l'exploitation des installations à risques présentes dans les zones ATEX de son établissement.

Pour rappel, ce dossier ou document est généralement établi en application du code du travail qui introduit l'obligation de prise en compte des atmosphères explosives (ATEX), et d'annexer au Document Unique, le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE).

Pour les installations existantes conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1988, à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003, l'exploitant n'a pas explicitement statué sur la conformité de ces installations, en regard de la zone ATEX dans laquelle elles sont exploitées.

Observations :

Il est demandé à l'exploitant d'établir :

- une liste des équipements électriques, comme non-électriques, implantés en zone ATEX de ses installations ;
- un dossier, qui devra être tenu à la disposition de l'inspection, comportant les éléments relatifs à la fabrication et à l'exploitation des équipements précités à risques présents dans les zones ATEX de son établissement.

Pour rappel, ce dossier ou document est généralement établi en application du code du travail qui introduit l'obligation de prise en compte des atmosphères explosives (ATEX), et d'annexer au Document Unique, le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE). Le document existant est un document établi au niveau du groupe coopératif ; dans ce cadre, il ne prend pas en compte les singularités propres aux installations exploitées sur le site AXEREAAL de Moulins-sur-Yèvre, ni les analyses des risques ATEX des équipements installés en zone ATEX.

En réponse au constat susvisé, l'exploitant doit explicitement statuer sur la conformité des installations existantes conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1988, à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003, en regard de la zone ATEX dans laquelle elles sont exploitées et remplacer les éventuels équipements présentant des risques non maîtrisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Pt7_VI_30/05/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/11/2022, article L. 512-8 et R. 181-46.II

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2023

Prescription contrôlée :

Article L. 512-8

Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.

Article R. 181-46.II

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :**Visite d'inspection du 30 mai 2023 :**

Constat : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet le stockage de produits combustibles dans le bâtiment 4 (Cellule « O » dédiée aux expéditions) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, ainsi que les mesures mises en œuvre pour respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables à ce stockage.

Par courrier du 20 octobre 2023, l'exploitant déclare avoir décidé qu'aucun produit ne serait stocké dans cette zone. Il n'y aura que de la préparation stockée (relais/colis) et expédiée le jour même.

Constat du 15 décembre 2023 :

La visite in-situ a permis de constater la suppression effective de tout stockage dans la partie du bâtiment qui jouxte le magasin de stockage des produits phytopharmaceutiques, située au fond du quai des expéditions.

Pas d'écart constaté.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au point n°7 de contrôle de l'inspection du 30 mai 2023 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pt4_VI_30/05/2023_Gestion des anomalies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Défaillance des MMR – SGS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2023

Prescription contrôlée :

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée qui comprend notamment :

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'évènements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

Constats :

Visite d'inspection du 30 mai 2023 :

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de conformité du système d'extinction à la mousse du local de stockage des produits phytosanitaires.

En réponse à la lettre préfectorale de suites du 5 octobre 2023, par courrier du 20 octobre 2023, l'exploitant a communiqué une copie de l'attestation de conformité de l'installation de détection incendie de son magasin de stockage de produits phytosanitaires à la norme APSAD R7 conformément au mémoire technique EUROFEU Services associé au devis n°CRPARO-2022/01/31-1.

Par courriel du 15 novembre 2023, l'exploitant a transmis :

- l'attestation de travaux établi par la société EUROFEU Solutions concernant la conformité de l'installation d'extinction à mousse à haut foisonnement (IEAMHF) réalisée selon la Règle APSAD R12 de 2020 ;
- le compte-rendu du 16 octobre 2023 du CNPP concluant sur le fait que les essais fonctionnels réalisés le 23/05/2023 au niveau de la cellule de stockage des produits inflammables ont démontré que le système est en mesure de remplir les objectifs de performance fixés par le référentiel APSAD R12 Ed. 2020, à savoir :
 - temps de noyage maximal de 2 minutes (temps réel de noyage confirmé par vidéo) ;
 - hauteur de noyage de 8,70 mètres (soit le bâtiment complet).

Constat du 15 décembre 2023 :

Pour mémoire, pour répondre aux anomalies et défaillances des mesures de limitation des risques constatées au niveau des installations de stockage de produits phytopharmaceutiques non répertoriées dans le suivi des mesures de maîtrise des risques instrumentées intégré au Système de Gestion de la Sécurité de son site de Moulins-sur-Yèvre, l'exploitant avait déclaré, par courrier du 24 novembre 2021, avoir décidé de revoir intégralement son système de détection incendie et d'extinction mousse pour répondre aux préconisations de son prestataire et lever les non-conformités notifiées par la société SONATECH dans son rapport n°BNK2100017 de 2021.

Le remplacement de l'installation de détection incendie par la société EUROFEU Services et l'installation d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement par la société EUROFEU Solutions répond à cet engagement.

Pas d'écart constaté.

Par ailleurs, en regard de la communication de la déclaration de la société EUROFEU Services de la conformité de l'installation de détection incendie du magasin de stockage de produits phytosanitaires à la norme APSAD R7, d'une part, et de l'attestation de fin de travaux établi par la société EUROFEU Solutions faisant état de la conformité de l'installation d'extinction à mousse à haut foisonnement (IEAMHF) de ce même magasin, réalisée selon la Règle APSAD R12 de 2020, d'autre part, la non-conformité associée au point n°4 de contrôle de l'inspection du 30 mai 2023 est soldée, et l'exploitant a désormais satisfait aux dispositions du point 2.3 de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Pt8_VI_30/05/2023_Etat des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en big-bags en extérieur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2023

Prescription contrôlée :

Les sols des stockages sont en béton ou équivalent et présentent un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination. Tout revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume est interdit au niveau des stockages et magasins de stockage.

Constats :

Visite d'inspection du 30 mai 2023 :

Constat : Il a été constaté la présence de 47 Big-bags SUMMO 31% + 5 SO3 sur un sol bitumeux, à proximité du silo n° 23.

Pour mémoire, ces engrais n'étaient pas répertoriés dans l'état des stocks, ni porté dans les plans des stockages de produits et substances dangereux présents dans l'établissement et annexés au POI.

Outre ces aspect, le sol au droit de ce stockage ne répond pas au caractère incombustible fixé par l'article 7.7.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.

En réponse à ce constat, par courrier du 24 juillet 2023 l'exploitant a indiqué :

« Etant donné l'utilisation de la plateforme big-bags par le chapiteau semences, AXEREAL a choisi de répartir le stockage des engrais conditionnés sur d'autres sites du Groupe. »

En complément de cette réponse du 24 juillet 2023 jugée incomplète, l'exploitant a fourni, par courriel du 28 septembre 2023, un état des stocks des engrais présents sur son site de Moulins-sur-Yèvre faisant état de l'absence de produits conditionnés, ainsi que les justificatifs relatifs aux transferts réalisés vers d'autres sites du Groupe AXEREAL afin de supprimer le stockage constaté le 30 mai 2023.

Constat du 15 décembre 2023 :

A la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks faisant état de l'absence d'engrais conditionnés répondant aux critères des rubriques 4702 de la nomenclature des installations classées sur son site de Moulins-sur-Yèvre, en date du 15 décembre 2023.

Au cours de la visite in-situ, il a été constaté l'absence de tout stockage d'engrais en dehors des magasins de stockage dédiés à cet effet.

Pas d'écart constaté.

Dans ce contexte, la **non-conformité associée au point n°8 de contrôle de l'inspection du 30 mai 2023 (AN 2023 – Silos) est soldée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pt9_VI_30/05/2023_Silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Stationnement des véhicules

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2023

Prescription contrôlée :

[...] Des dispositions (pare-étincelles, mesures organisationnelles) sont prises pour que les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans le silo présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le stationnement de véhicules est interdit dans les capacités de stockage. [...]

Constats :

Visite d'inspection du 30 mai 2023 :

Constat : La visite in-situ a permis de constater la présence d'engins de manutention stationnés dans les capacités de stockage du silo plat n°23, alors que le silo n'était pas vide (présence de tournesol).

En réponse à ce constat, par courrier du 24 juillet 2023 l'exploitant « AXEREAL Moulins céréales » s'est engagé à stationner les engins en dehors des stockages à plat.

Constat du 15 décembre 2023 :

La visite in-situ a permis de constater l'absence de stationnement d'engins de manutention dans les capacités de stockage des silos plats n°23 et 24.

Pas d'écart constaté.

Dans ce contexte, la **non-conformité associée au point n°9 de contrôle de l'inspection du 30 mai 2023 (AN 2023 – Silos) est soldée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pt8_VI_30/05/2023_Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Annexe I

Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

[...]

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

[...]

Constats :**Visite d'inspection du 30 mai 2023 :**

Constat : L'exploitant ne dispose pas de procédures ni d'instruction relative à la mise en œuvre du dispositif d'extinction automatique des cellules de stockage de produits phytosanitaires.

En réponse à la lettre préfectorale de suites du 5 octobre 2023, par courrier du 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué que son prestataire EUROFEU Solutions a transmis aux exploitants de la plateforme de Moulins-sur-Yèvre les procédures relatives à la mise en œuvre du dispositif d'extinction automatique des cellules de stockage de produits phytosanitaires.

Constat du 15 décembre 2023 :

L'exploitant dispose désormais de procédures relatives aux essais hebdomadaires à réaliser, aux contrôles du niveau de l'émulseur et de la réserve d'eau complétées par des fiches techniques concernant la vanne déluge, les vannes d'isolement, la lecture du manomètre associé au niveau de la réserve d'eau...

Le 15 décembre, l'exploitant a présenté à l'équipe d'inspection le suivi des vérifications réalisées en interne, tels que les essais de fonctionnement du moteur thermique d'entraînement du surpresseur, le contrôle du niveau de la réserve d'eau incendie..., conformément aux procédures précitées et aux instructions relatives à la mise en œuvre du dispositif d'extinction automatique du magasin de stockage de produits phytosanitaires transmises à l'exploitant, par son prestataire EUROFEU Services.

Pas d'écart constaté.

Dans ce contexte, la non-conformité associée au point n°8 de contrôle de l'inspection du 30 mai 2023 est soldée, et l'exploitant a satisfait aux dispositions du point 2 de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2021.

D'autre part, pour répondre aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, l'exploitant a réalisé un état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques et faisant appel à de l'instrumentation de sécurité, associés au remplacement des moyens de détection et d'extinction automatique d'incendie du magasin de stockage de produits phytosanitaires.

Suite à l'établissement de cet état initial, l'exploitant a établi un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques instrumentées, qu'il doit finaliser au travers des contrats en cours de souscription avec son prestataire EUROFEU Services.

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs relatifs à la mise en œuvre effective des vérifications fixées dans le cadre de son programme de surveillance du dispositif d'extinction automatique à la mousse du magasin de stockage de produits phytosanitaires et des préconisations des fabricants des équipements qui composent ces mesures de maîtrise des risques instrumentées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Pt10_VI_30/05/2023_Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2023

Prescription contrôlée :

Champ d'application

I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;
2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

[...]

Constats :**Visite d'inspection du 30 mai 2023 :**

Constat : L'exploitant ne connaît pas la quantité maximale de produits phytopharmaceutiques - pouvant présenter une mention de danger H224, H225, H226 et en contenant fusibles - susceptible d'être présente.

En réponse à la lettre préfectorale de suites du 5 octobre 2023, par courrier du 20 octobre 2023, l'exploitant a indiqué que les stocks de matières dangereuses sont suivis via un Power BI permettant de disposer de rapports interactifs enrichis avec notamment une analyse des données relatives aux mentions de dangers afin de répondre au constat précité.

L'exploitant déclare disposer d'une mise à jour de l'état des stocks à partir de ce système, opérationnel depuis octobre 2023.

Constat du 15 décembre 2023 :

L'inspection des installations classées note que l'établissement :

- est classé à autorisation, avec le statut « Seveso seuil haut » ;
- n'est pas classé sous le régime de l'autorisation au titre d'au-moins l'une des rubriques "liquides inflammables" (1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511) ;
- est autorisé à stocker jusqu'à 800 t de produits phytopharmaceutiques au titre de la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique) et que ces produits peuvent aussi présenter une mention de danger H224, H225 ou H226.

Selon l'état des stocks des produits phytopharmaceutiques communiqué le 20 octobre 2023, l'exploitant est désormais en capacité de justifier des mentions de danger présentées par ces produits, et notamment des mentions H224, H225 ou H226 des produits conditionnés en contenants fusibles.

A la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant a présenté l'édition de l'état des stocks des produits phytopharmaceutiques présents dans son magasin.

Selon cet état des stocks, le 15 décembre 2023 AXEREAAL entreposait dans son magasin 9444,574 kg (inférieur à 100 t) de produits phytopharmaceutiques présentant la mention de danger H226 et conditionnés en contenants fusibles.

D'autre part, l'exploitant a déclaré que la masse de produits présentant ces risques n'atteignait pas le seuil réglementaire de 100 tonnes.

L'installation n'est donc pas assujettie aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24/09/2020.

Par ailleurs, cet état des stocks permet à l'exploitant de répondre aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en particulier cet état permet désormais de connaître la nature et les quantités de substances, produits, matières, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

En effet, pour les matières dangereuses, figurent les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 3.14
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose des ressources en eau et en mousse en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.</p> <p>Le site AXEREAL de Moulins Sur Yèvre dispose de moyens d'intervention suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un puits est présent au Sud du hangar de stockage des semences. Il est directement raccordé aux eaux souterraines et est équipé de deux crépines d'aspiration, assurant chacune un débit de 60 m³/h. Une aire pour le stationnement et le raccordement d'un engin de pompage des services de secours a été mise en place ; – une réserve d'eau enterrée d'une capacité de 60 m³ équipée d'un raccordement pour les pompiers ; – un second poteau incendie, alimenté par le réseau d'eau communal, se situe au Sud du séchoir du silo 13. Il délivre un débit de 60 m³/h ; – une réserve souple de 240 m³, positionnée en dehors des zones d'effets thermiques associés aux chapiteaux (ajout déterminé au travers du PAC du 14 avril 2022 relatif à l'implantation de stockage de semences conditionnées sous chapiteaux). <p>Constats :</p> <p>Le site AXEREAL de Moulins Sur Yèvre dispose des ressources en eau suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une réserve d'eau enterrée d'une capacité de 60 m³ équipée de 2 raccordements pour les pompiers ; – un raccord pompier installé sur la colonne sèche du séchoir du silo n°13 (Sud de l'établissement). Ce dispositif est alimenté par le réseau d'eau communal,. Il se situe au Sud et est déclaré en capacité de délivrer 60 m³/h (aucune mesure de ce débit n'a été réalisée afin d'attester de ce débit) ; – une réserve souple de 240 m³, positionnée en dehors des zones d'effets thermiques associés aux chapiteaux (ajout déterminé au travers du PAC du 14 avril 2022 relatif à l'implantation de stockage de semences conditionnées sous chapiteaux). <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la localisation du puits, identifié dans le POI et l'EDD, présent au Sud du hangar de stockage des semences, directement raccordé aux eaux souterraines et équipé de deux crépines d'aspiration, assurant chacune un débit de 60 m³/h. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> – du débit de l'ouvrage qui alimente la colonne sèche du séchoir du silo n°13 ; – du volume de la réserve d'eau enterrée d'une capacité de 60 m³ équipée d'un raccordement pour les pompiers ; – des caractéristiques du poteau incendie présent à proximité de l'entrée principale de l'établissement, sur la voie publique.

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de justifier :

- de la présence du puits identifié dans le POI et l'EDD présent au Sud du hangar de stockage des semences, et des ressources effectives en eau associées à cet ouvrage déclaré raccordé aux eaux souterraines et équipé de deux crépines d'aspiration, assurant chacune un débit de 60 m³/h ;
- du débit de l'ouvrage qui alimente la colonne sèche du séchoir du silo n°13 ;
- du volume de la réserve d'eau enterrée d'une capacité de 60 m³ équipée d'un raccordement pour les pompiers ;
- des caractéristiques du poteau incendie présent à proximité de l'entrée principale de l'établissement, sur la voie publique.

En cas de ressource en eau avérée inférieure aux besoins fixés par l'article 3.14 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 et disponible selon la répartition définie dans l'étude de dangers de son site, l'exploitant devra transmettre le plan et l'échéancier associé à la mise en œuvre des mesures compensatoires et correctives envisagées pour répondre aux besoins nécessaires à la défense incendie de son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Stockage de semences conditionnées - Usine de semences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 12 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

[...]

Constats :

La visite in-situ a permis de constater le signalement d'un dysfonctionnement du système de détection incendie du stockage de semences de l'usine de fabrication de semences : la centrale d'acquisition des défauts mentionnait l'installation hors service.

Selon l'exploitant, l'installation comporte des détecteurs hors d'usage, mais reste opérationnelle. Toutefois, il n'a pas été en capacité de réaliser un test afin de démontrer cette opérationnalité.

A la demande de l'équipe d'inspection il a présenté :

- le rapport relatif à l'intervention du 25 octobre 2023 de la société EUROFEU Services concernant le remplacement de 4 détecteurs ;
- le rapport relatif à la vérification périodique en date du 25 octobre 2023 de la société EUROFEU Services de l'installation de détection incendie de l'usine de fabrication de semences. Ce rapport fait état du bon fonctionnement de l'installation et du report des alarmes associées, ainsi que de 2 détecteurs hors service.

La société de télésurveillance Fichet-Bauche a confirmé la transmission effective de l'information d'un défaut technique.

L'exploitant a déclaré avoir sollicité auprès de son prestataire un devis visant à remplacer l'installation (centrale d'acquisition, détecteurs, alarmes...), en regard du nombre de dysfonctionnements observés régulièrement.

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection copie du devis susvisé et du bon de commande relatif au remplacement de l'installation de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Pour rappel, le type de détecteur doit être déterminé en fonction des produits stockés, et permettre une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection doivent être tenus à la disposition de l'inspection.

Enfin, l'exploitant doit être en capacité de réaliser des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement du report des alarmes in-situ, comme vers son prestataire qui assure la télésurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois